



**PRÉFET
DU PAS-DE-CALAIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la Coordination
des Politiques Publiques et
de l'Appui Territorial**

Bureau des installations classées, de l'utilité publique et de l'environnement
Section installations classées pour la protection de l'environnement
DCPPAT – BICUPE – SIC – CD – 2024 -172

Arras, le **16 SEP. 2024**

COMMUNE DE HESDIN L'ABBÉ

Société PETIT PIERRE

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE MISE EN DEMEURE

Vu le code de l'environnement, en particulier les articles L. 171-7, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5, R. 515-70 et R. 515-73 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 20 juillet 2022 portant nomination de M. Jacques BILLANT en qualité de préfet du Pas-de-Calais (hors classe) ;

Vu le décret du 9 mai 2023 portant nomination de M. Christophe MARX en qualité de secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais, sous-préfet d'Arras ;

Vu le décret du 25 août 2023 portant nomination de M. François FLAHAUT en qualité de sous-préfet en charge de la cohésion sociale et de la jeunesse, secrétaire général adjoint de la préfecture du Pas-de-Calais ;

Vu la publication des conclusions sur les Meilleures Techniques Disponibles (MTD) du BREF FDM en date du 04 décembre 2019 ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 27 octobre 2004 à la société DELPIERRE MER ET TRADITION pour l'exploitation d'une usine de fabrication de conserves de poissons sise Zone Industrielle de landacres à HESDIN L'ABBÉ ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2023-10-93 du 19 décembre 2023 portant délégation de signature ;

Vu la lettre préfectorale du 23 mai 2018 actant le changement d'exploitant de la société DELPIERRE MER ET TRADITION au profit de la société PETIT PIERRE ;

Vu la visite de l'inspection de l'environnement sur le site en date du 26 juin 2024 ;

Vu le rapport d'inspection du 8 juillet 2024 suite à la visite du 26 juin 2024 ;

Vu la transmission à l'exploitant du projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure en date du 8 juillet 2024 ;

Vu l'absence d'observation de l'exploitant ;

Considérant que lors de la visite du 26 juin 2024 l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- le site relève bien de la directive IED et son activité est classée sous la rubrique 3642
- le site n'a pas déposé son dossier de réexamen.

Considérant qu'en vertu de l'article **R.515-71** du code de l'environnement, l'exploitant avait jusqu'au 04 décembre 2020 pour remettre à monsieur le Préfet un dossier de réexamen comportant un rapport de base.

Considérant que face à cette non-remise de dossier de réexamen, il convient de faire application des dispositions de l'article **L. 171-8** du code de l'environnement en mettant en demeure la société PETIT PIERRE de déposer un dossier de réexamen dont le contenu est détaillé à l'article **R.515-72** du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais ;

ARRÊTE

Article 1^{er} – La société PETIT PIERRE, exploitant une usine de fabrication de conserves de poissons sise Zone Industrielle de landacres à HESDIN L'ABBÉ, est mise en demeure, en application de l'article **L. 171-8** du code de l'Environnement, de remettre, sous trois mois, un dossier de réexamen dont le contenu est détaillé à l'article **R.515-72** du code de l'environnement. Ce dossier de réexamen comportera un rapport de base et un justificatif de la conformité à l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 27 février 2020.

Article 2 – Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article **L. 171-8-II** du code de l'environnement.

Article 3- Délais et voies de recours

Conformément à l'article **L.171-11** du Code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article **R.421-1** du Code de justice administrative, il peut être déféré à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Lille sis 5, rue Geoffroy Saint-Hilaire - CS 62039 - 59014 LILLE cedex, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours Citoyen" accessible par le site internet : www.telerecours.fr.

Article 4 – Publicité

Une copie du présent arrêté est publiée sur le site internet des services de l'État dans le département du Pas-de-Calais.

Article 5 – Exécution

Le Secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais, le Sous-préfet de BOULOGNE SUR MER et le Directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement Hauts-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société PETIT PIERRE et dont une copie sera transmise en mairie de HESDIN L'ABBÉ.

Pour le préfet,
le Secrétaire Général Adjoint



François FLAHAUT

Copies destinées à :

- Société PETIT PIERRE
- Sous-préfecture de BOULOGNE SUR MER
- Mairie de HESDIN L'ABBÉ
- Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, U.D du littoral
- Dossier

